

France des villes et France des champs

Les territoires du vote

GUILLAUME POUYANNE

Cette année électorale a laissé la plupart des commentateurs politiques sur le carreau : déroute des deux grands partis traditionnels, montée des populismes et, pour finir, victoire d'un candidat sans parti, inconnu il y a encore trois ans. Il reste toutefois une constante, confirmée depuis plusieurs élections : c'est la structuration spatiale du vote FN surreprésenté dans les espaces périphériques – villes petites et moyennes, espace rural et périurbain. Un phénomène intrigant, dans ces lieux où la population immigrée est particulièrement faible. Son interprétation a donné lieu à une controverse particulièrement vive, entre les tenants de la thèse de la « France périphérique » d'un côté, et les opposants au déterminisme géographique de l'autre. Décryptage.

La thèse de la « France périphérique »

Dans un contraste saisissant, les cartes du vote des dernières élections présidentielles nous montrent les métropoles, au vote plutôt « républicain », comme « assiégées » par leurs périphéries à la forte proportion de vote FN. Toulouse, Lyon, Bordeaux, Nantes – sans parler des villes du Nord-Est ou du Sud-Est –, bien peu échappent à la règle¹. Ce phénomène, observé depuis déjà plusieurs années, fait l'objet d'une interprétation polémique, portée par le géographe Christophe Guilluy.

1 | Voir le numéro spécial de *Métropolitiques*, « Les territoires du vote », juin 2017.

Cette thèse prend ses sources dans les analyses de Jacques Lévy à la suite du référendum sur le Traité de Maastricht en 1992. Constatant une nette différence entre les centres et les périphéries des villes, J. Lévy propose le « degré d'urbanité » comme principe explicatif premier – devant les explications traditionnelles, comme l'appartenance sociale ou la tradition politique familiale. Avec la périurbanisation se développerait un sentiment d'opposition à la densité et à l'altérité urbaine, un « repli derrière les haies de sapinettes » qui inciterait à refuser l'ouverture européenne².

« il ne s'agit pas de déterminer le vote des individus uniquement par l'endroit où ils habitent... »

Vingt ans après, C. Guilluy théorise à son tour la montée du FN dans le périurbain³. S'appuyant sur la « ville à trois vitesses » de J. Donzelot⁴, il désigne le périurbain comme le grand oublié de l'époque, entre les centres-villes réhabilités, réinvestis par les classes dominantes, et les quartiers populaires, les « banlieues », qui

2 | Voir J. Lévy, « Périurbain : le choix n'est pas neutre », *Pouvoirs locaux*, 2003, n° 56.

3 | En plus de quelques interviews et articles, le lecteur pourra se référer aux deux ouvrages suivants, aux titres évocateurs : *La France Périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, 2014 ; *Le Crépuscule de la France d'en haut*, 2016.

4 | Voir J. Donzelot, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, mars 2004.

focalisent l'attention des médias et les budgets publics. Considéré pourtant comme un espace de conquête dans les années 1980, le lieu d'un nouveau mode de vie « rurbain » loin du béton des grands ensembles, le périurbain est devenu aujourd'hui un espace de relégation. Relégation subie, en raison des prix immobiliers du centre – et le vote FN est alors un vote de protestation face aux craintes de déclassement social ; relégation choisie, pour ceux qui quittent les grands ensembles – et c'est alors une adhésion aux thématiques xénophobes et sécuritaires portées par le FN.



Contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas les populations les plus précarisées qui votent FN (elles auraient plutôt tendance à s'abstenir), mais ceux qui se situent juste au-dessus dans l'échelle sociale : la population des « petits-moyens » qui « *entretiennent le sentiment d'être lésés vis-à-vis des groupes qui se situent immédiatement en dessous dans la hiérarchie sociale, et se sentent exposés à la menace de déclassement et de la précarité* »¹.

Ce ressenti, C. Guilly l'explique par un accroissement des inégalités sociales. Le vote FN serait amplifié par la « disparition [sic] des classes moyennes » qui peuplent traditionnellement le périurbain. La polarisation, réelle ou supposée², entre le « haut » et le « bas » de la société se traduirait par une opposition entre les métropoles et leurs périphéries. C'est

dans les métropoles que se créent les emplois et la richesse, mais les classes populaires n'y vivent plus : le marché immobilier s'est chargé, par sa logique économique aveugle, de « chasser les catégories dont le marché de l'emploi n'a plus besoin ». Celles-ci se retrouvent donc reléguées loin du moteur métropolitain, à l'écart des opportunités économiques comme de l'action publique.

Contre « l'obsession géographique »

Evidemment, il ne s'agit pas de déterminer le vote des individus uniquement par l'endroit où ils habitent, et c'est sans doute la principale faiblesse de l'argumentation : ainsi, lorsque J. Lévy fait dépendre le vote du « degré d'urbanité », il précise bientôt que ce n'est pas une question de distance à la ville – certains espaces, même ruraux, pouvant présenter une forte urbanité. De même, Guilly n'oppose pas tant l'urbain et le rural que les territoires dynamiques aux territoires en déshérence.

C'est la principale critique de cette thèse : une « obsession géographique » qui, en plus de catégoriser

trop grossièrement les territoires, fait dépendre le vote uniquement de la localisation dans l'espace³... Et la plupart des spécialistes de rappeler l'importance des autres déterminants du vote, et surtout, de manière quasi unanime, de plaider pour « réintroduire de l'hétérogénéité », au niveau des espaces périurbains d'abord, au niveau des classes populaires ensuite.

Il n'y a pas un, mais des périurbains. Entre un périurbain populaire, à tradition de peuplement ouvrier, et un périurbain aisé, habité par des cadres ou des professions libérales ; entre un périurbain convenablement connecté au pôle urbain et un périurbain éloigné, peu accessible ; entre un périurbain de peuplement ancien et un périurbain où les nouveaux arrivants se heurtent aux réticences des autochtones – les différences sont considérables. La sensibilité aux enjeux de société, les préoccupations politiques des habitants varient d'un périurbain à l'autre, et ne relèvent pas forcément de l'attitude de repli ou de « mise à l'écart » si souvent décrite.

3 | C'était déjà la principale critique adressée au « fondateur » de ce type d'analyses, il y a plus d'un siècle : Jean Siegfried et son *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, 1913.

1 | G. Pinson, V. Lehay, « Bordeaux, capitale de la Terre du Milieu ? », *Métropolitiques*, 19 mai 2017.

2 | Certaines contributions peuvent en effet aller dans le sens d'un accroissement des inégalités économiques : un récent rapport de l'OCDE note par exemple une augmentation du coefficient de Gini de plus de 5 % entre 2007 et 2011. Cette tendance pourrait tout simplement s'expliquer par la crise économique. Voir « *In It Together : Why Less Inequality Benefits All* », Presses de l'OCDE, 2015. Sur plus long terme, et avec plus de profondeur, c'est également la thèse défendue par Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, 2013.



Il s'agit aussi de se méfier des représentations cartographiques, parfois trompeuses : une surreprésentation du vote FN en milieu périurbain ne signifie pas nécessairement que celui-ci vote comme un seul homme. Délaissant le grain trop grossier des pourcentages de votes communaux, les études anthropologiques et socio-logiques montrent une grande diversité de situations et d'opinions. Le statut socio-professionnel, les trajectoires sociales et les appartenances subjectives qui en découlent sont de puissants déterminants du vote. Il faut alors s'intéresser aux trajectoires de vie des habitants et à l'influence de leur capital économique (revenu, patrimoine) et culturel (niveau de diplôme, pratiques culturelles, engagement associatif, réseau de relations...) sur leur socialisation politique.

On peut penser que c'est la « sortie » de la cité pour l'acquisition d'un pavillon qui, à l'occasion du passage au statut de propriétaires, serait à l'origine du vote droitier : « *Engagés dans l'acquisition d'un statut social respectable, de nombreux habitants sont sensibles au discours de dénonciation d'une montée de l'insécurité [et cherchent à] éviter la disqualification qui frappe les habitants des cités, dont ils restent proches par leurs liens familiaux et amicaux¹* ». Mais l'argument résiste mal à une analyse détaillée : les nouveaux propriétaires sont finalement peu nombreux à changer l'orientation de leur vote.

Les grandes recompositions économiques et sociales, à l'œuvre depuis une quarantaine d'années, peuvent également expliquer ce basculement politique. Retour sur l'histoire : dans les années 1980, le périurbain est vu comme la terre promise : on sort de la cité pour habiter « son » pavillon, enchâssé dans un écrin de verdure,

au calme... On se sent privilégié. Le développement d'emplois peu qualifiés dans des zones d'activité périphériques est un attracteur puissant, et la trajectoire résidentielle se double d'une perspective de promotion sociale pour les enfants des ouvriers : ils deviendront techniciens, employés, agents de maîtrise...

Mais notre époque voit ainsi la disparition progressive des grandes « forteresses ouvrières », et le lent déclin du militantisme de gauche. Le développement des PME industrielles, qui trouvent dans les zones d'activité périphériques une implantation idéale, amène à individualiser les carrières et à associer davantage les ouvriers à la bonne marche de l'entreprise. La segmentation des statuts, l'éclatement des lieux d'emploi peuvent se traduire par des parcours professionnels heurtés. De là, un effritement de l'appartenance subjective à la classe ouvrière, qui peut conduire à la droitisation.

On ne saurait trancher dans cette controverse qui oppose les déterminants géographiques aux déterminants sociaux dans l'explication du vote FN. Les deux points de vue peuvent, d'une certaine manière, se confondre, puisque la peur du déclassement social que ressentent les habitants de la France périphérique trouve sa source dans un certain nombre d'évolutions économiques et sociales, qui ont fait passer le périurbain d'une terre d'opportunité dans les années 1980 à un espace aujourd'hui stigmatisé et oublié. En matière d'urbanisme, l'éloge de la densité, la condamnation de l'automobile comme mode de transport quotidien ont fait du périurbain un antimodèle, sur lequel l'intervention urbanistique est réputée très complexe. Et c'est sans doute de notre responsabilité collective de réintégrer ces territoires dans les politiques publiques avant qu'il ne soit trop tard. —

POUR ALLER PLUS LOIN

- V. Girard et J. Rivière, « Grandeur et décadence du « périurbain ». Retour sur trente ans de l'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques*, 3 juillet 2013.
- V. Girard, « Les votes à droite en périurbain : « frustrations sociales » des ménages modestes ou recomposition des classes populaires ? », *Métropolitiques*, 30 avril 2012.
- P. Lehingue, « Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux », *La Découverte*, coll. Grands Repères, 2011, 287 p.
- A. Lambert, « Accession à la propriété et trajectoires migratoires : les conditions d'un vote à gauche en lotissement périurbain », *Métropolitiques*, 16 mai 2012.
- G. Pinson et V. Le Hay, « Bordeaux, capitale du milieu ? », *Métropolitiques*, 19 mai 2017.
- J. Rivière, « Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. Sur la construction médiatique du vote des ruraux », *Agone*, n° 51, p. 65-83.
- M. Cartier, I. Coutant, O. Masclet, Y. Siblot, « Les petits pavillonnaires : perdus pour la gauche ? », *Métropolitiques*, 21 mars 2012.
- E. Charmes, L. Launay, S. Vermeersch, *Le périurbain, France du repli ?*, laviedesidéées.fr, 2013.
- J. Lévy, *Liens faibles, choix forts : les urbains et l'urbanité*, laviedesidéées.fr, 2013.

1 | V. Girard, « Sur la politisation des classes populaires urbaines. Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, 2013, n° 101, 206 p.